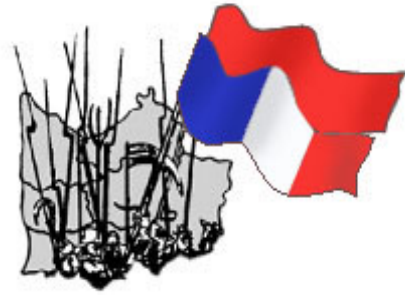


BULLETIN-LETTRE N° 65

Avril-mai-juin 2014

1851



Association pour la mémoire des Résistances républicaines

Siège social : Hôtel de Ville 04190 Les MÉES – site : www.1851.fr

Directrice de la publication : Colette Chauvin

Périodicité : trimestrielle

• *Hommage à Maurice AGULHON...*

Maurice Agulhon vient de disparaître. Nous ne retracerons pas ici une carrière dont on trouvera aisément tous les éléments dans la presse ou sur internet ou un parcours qu'il a décrit lui-même dans les *Essais d'ego-histoire* que Pierre Nora a publiés en 1987 chez Gallimard, mais nous ne pouvions pas ne pas le saluer une dernière fois.

Chacun sait ce que l'histoire de l'insurrection républicaine de 1851 doit à Maurice Agulhon. C'est grâce à ses travaux que, souvent, nous l'avons découverte, alors que la mémoire collective de la Basse Provence n'en retenait plus grand chose. *La République au village*, publiée en 1970 n'était pourtant que l'un des éléments de sa thèse de doctorat d'Etat qui embrassait l'histoire économique, sociale, politique, culturelle du département du Var sur toute la première moitié du XIXe siècle. Mais c'est des trois ouvrages qu'il en avait tiré celui qui a connu le plus grand succès, tout comme le concept de sociabilité qu'il mettait en avant comme l'un des facteurs caractéristiques des relations sociales de la région, permettant de comprendre comment la République était « descendue » dans le peuple. À partir de là, Maurice Agulhon, devenu l'un des pionniers de l'histoire des mentalités, a construit une œuvre impressionnante par ses dimensions, ses curiosités, son influence scientifique et, plus largement, intellectuelle. Son élection au Collège de France est venue couronner cet itinéraire de recherches, commencé dans le Var, continué à Aix, à l'Université de Provence, puis à Paris1-Sorbonne. Historien

original de la vie politique du XIX^e siècle, analysant d'abord les pratiques, les représentations, les traditions réinventées, avant d'étendre ses travaux à la "grande" politique ou aux institutions nationales, Maurice Agulhon abordait également volontiers les époques plus proches de lui. Il avait certes évolué par rapport à ses convictions premières, jusqu'à devenir moins critique des formes personnalisées du pouvoir. Il a apporté son soutien à notre association dès sa création, participant à plusieurs de ses journées d'études, en particulier à la première, à Château-Arnoux, en 1997. Il restait concerné par nos activités.

Il n'est pas de meilleur hommage à lui rendre que de lire, relire, faire connaître ses travaux fondateurs :

La République au village, Paris, Plon, 1970.

Une ville ouvrière au temps du socialisme utopique. Toulon de 1815 à 1851, Paris-La Haye, Mouton, 1970.

1848 ou l'apprentissage de la République (1848-1851), Paris, Le Seuil, 1973.

Les Quarante-huitards, Paris, Gallimard-Julliard, collection « Archives », 1976.

Marianne au combat. L'imagerie et la symbolique républicaines de 1789 à 1880, Paris, Flammarion, 1979, suivie de *Marianne au pouvoir. L'imagerie et la symbolique républicaines de 1880 à 1914*, Paris, Flammarion, 1989 et *Les Métamorphoses de Marianne. L'imagerie et la symbolique républicaines de 1914 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2001.

Le Bureau de l'Association.

Maurice AGULHON...



Qu'il me soit permis d'ajouter une note personnelle à cet hommage.

J'ai fait sa connaissance le jour où encore tout imprégné par la lecture de *La République au village*, je suis venu le voir au département d'Histoire contemporaine, à Paris I-Sorbonne.

C'était à la rentrée universitaire de 1975. Son austère abord de protestant Cévenol était trompeur et a dû en refroidir plus d'un. Mais bien vite notre accent réciproque du midi a fait fondre la glace. D'une grande rigueur, il a été mon maître en Histoire.

À l'écoute de ses étudiants, il a toujours répondu à mes sollicitations, y compris en 2001, quand j'ai découvert, depuis Paris, l'association 1851-2001.

Il a été, en 2002, l'un des premiers signataires de la pétition que j'avais initiée, adressée aux nouveaux élus socialistes parisiens, demandant une plaque en mémoire des massacres perpétrés sur les Grands Boulevards le 4 décembre 1851.

Cette pétition s'est perdue depuis dans les méandres administratifs. Sans doute enterrée, victime du veto de la Commission du Vieux Paris.

Je l'ai revu, la dernière fois, en 2004 à Paris à l'occasion du Centenaire de la Sté d'histoire de la Révolution de 1848.

Maurice Agulhon m'a donné le goût de la recherche et le "virus" de "courtiser" Marianne. Qu'il en soit à jamais remercié.

Paul CRESP

• *La Marianne de Villecroze...*

Notre ami Jean-Marie GUILLON s'était

intéressé à cette histoire, voir son article dans la Revue *VERDON* n°3 p. 110-115 (1999-2000) et sur notre site.

Rappelons les faits :

Ce jour de Pâques, 25 avril 1943 à Villecroze, les miliciens locaux, avec à leur tête le docteur LEPROUX, de Salernes, venus à bord d'un véhicule de l'armée italienne d'occupation, entreprennent en représailles, d'emporter la Marianne. En effet, la veille, le balayeur municipal a gratté des affichettes miliciennes collées sur le buste de la fontaine publique et quelqu'un a inscrit, à la place : "*Vive la République*".

Mais une centaine d'habitants du village et des environs est rassemblée sur la place pour un concours de boules. Au moment où les miliciens entreprennent de desceller la Marianne à coup de burin, alertés par les cris : "*On vole la Marianne!*", les joueurs de boules malmènent les miliciens qui allaient emporter le buste. Le docteur a sorti une arme, des invectives fusent (quelques boules aussi). Quelques coups sont échangés, deux adjoints au maire, MM. GUERS et TARDIEU sont frappés. L'épicière, Me CONSTANS, sortie de sa boutique, se met à crier : "*On veut tuer Mr. ROÈRE ! on veut tuer Mr. ROÈRE !*". Celui-ci, conseiller municipal depuis 1913, (justement date d'érection de la Marianne) venait de s'interposer, faisant face au docteur.

Les miliciens réussissent, malgré tout, à charger le buste de Marianne sur leur camionnette, mais dans la cohue, quelqu'un réussit à la leur reprendre et à la mettre à l'abri.

Depuis quelques années, la municipalité de Villecroze organise le 25 avril, une cérémonie pour célébrer le courage et le patriotisme de ses habitants qui au péril de leur vie ont défendu leur Marianne.



Aux côtés de la Marianne une plaque en marbre, apposée depuis 1993, dit ceci :

“Ici le 25 avril 1943 la milice en arme a enlevé Le buste de la République. La population de Villecroze s’est révoltée et a repris sa Marianne”

Extraits du discours du maire, Rolland BALBIS, le 25 avril 2014 :

”Depuis 1993 nous célébrons la mémoire, l’action des habitants de Villecroze qui, un jour d’avril 1943, ont résisté à l’envahisseur pour conserver la Marianne symbole de la République, que les miliciens voulaient détruire..

En effet ce 25 avril 1943 Villecroze a eu une réaction patriote, en résistant et en s’opposant aux miliciens, croyant en l’avenir, défendant leur village au péril de leur vie. (...) Depuis quelque temps des historiens se penchent sur ce fait unique en France et peut-être un jour il sera rendu célèbre dans notre histoire. (...) Gardez toujours à l’esprit que le renoncement aux valeurs de notre République : Liberté, Égalité, Fraternité peut conduire au pire. Vive la Paix, Vive la République, Vive la France”.

Témoignage, ce jour là, d’un “gamin” de 83 ans qui en avait 13 en 1943 :

M. Francis Maunier a gardé un souvenir de cet affrontement devant la fontaine entre boulistes et milice qui l’a profondément marqué. Il en parle aujourd’hui, comme si c’était hier, tel qu’il l’a vu en 1943, avec ses yeux d’enfant.

“Il fallait voir tous ces hommes levant haut leurs boules (sans doute tenus en joue), mais prêts à les jeter sur les miliciens. Et Monsieur Roëre, avec son grand chapeau de paille blanc, ouvrant sa chemise en disant au

docteur Leproux : Mais tire donc, si tu n’es pas un lâche !...”.

Étaient présents à cette commémoration: Pierre-Yves COLLOMBAT, Conseiller Général et sénateur, la Conseillère Générale Nicole FANELLI, ainsi que le Comité ANACR de Salernes.

J’ai eu l’honneur et le plaisir d’être également invité, à cette cérémonie, et présenté comme *“le secrétaire de l’Association 1851 pour la mémoire des Résistances républicaines”*. Autre invité, Jean-Marie Guillon, empêché.



J’ai pu rencontrer, ce jour là, en mairie notre adhérent Pierre CONSTANS, petit-fils de l’épicière de 1943, qui m’a ouvert les archives municipales. L’accueil a été sympathique et chaleureux, tant de sa part que de celle du maire.

Le texte qui précède est extrait d’un ouvrage intitulé *“Marianne au village, album de famille et inventaire varois”*, en hommage à Maurice Agulhon avant sa disparition. Ce travail fait suite à un mémoire de maîtrise d’Histoire contemporaine que j’avais réalisé sous sa direction, il y a longtemps.

Remanié aujourd’hui, mis à jour et illustré de nombreuses photos, il devrait paraître bientôt ...

Paul CRESP

• Notre Association était présente à la 21^e journée des Rencontres Historiques de la ville d’Istres en octobre dernier...

Nous en rendons compte dans notre n° 63. Raymond Huard nous a fait l’amitié de bien vouloir nous donner, pour ce bulletin, la communication qu’il y a faite.

“L’apport de l’Association 1851 pour la mémoire des résistances républicaines à la connaissance de la résistance au coup d’État de 1851 en Provence”.

L’association 1851/2001 a été fondée en 1997 à l’initiative de René Merle et de Jean Signoret, tous deux

enseignants, l'un varois l'autre bas-alpin, dans la perspective de la commémoration de la révolution de 1848 et aussi et surtout, de la résistance au coup d'État de 1851, résistance qui fut particulièrement vive en Provence. Rappelons pour mémoire qu'à la suite du coup d'État parisien de Louis Napoléon Bonaparte le 2 décembre 1851, contre l'Assemblée nationale et la Seconde République, des mouvements de résistance à forte participation populaire se firent jour dans diverses régions de France, notamment dans le Midi, et en particulier dans le Vaucluse, les Basses-Alpes, le Var, la Drôme, ils prirent une forme insurrectionnelle, affrontèrent la force armée envoyée pour les réduire, que ce soit aux Mées, dans les Basses-Alpes, à Aups dans le Var, à Crest dans la Drôme, et furent suivis d'une très dure répression touchant des milliers d'habitants de ces régions, répression qui affecta 26 000 individus et se traduisit, outre d'autres sanctions, par des déportations en Algérie (10 000 condamnations, 6 000 déportations effectives) ou à Cayenne (285 déportations). C'est donc avant tout ce phénomène de grande ampleur qu'il s'agissait pour l'association d'étudier plus en détail et de mieux faire connaître.



Notre présidente, Colette Chauvin au centre (photo Noëlle Bonnet).

Une association de caractère original

Pour mieux comprendre l'apport scientifique de l'association, il faut préciser les caractères de celle-ci. D'une part, cette association n'était pas une société savante au sens habituel du terme, c'est-à-dire dont l'objectif fondamental et unique est l'accroissement des connaissances sur un sujet donné. Elle avait également un objectif civique : à ses fondateurs, l'insurrection de 1851 paraissait être non seulement un phénomène fort intéressant, mais un héritage démocratique de forte valeur qu'il convenait d'enrichir de faire vivre, en assurant ainsi un retour aux sources de l'esprit républicain. Et dans cet esprit, l'association se proposait de vulgariser les connaissances par des conférences et des colloques sur ces épisodes un peu oubliés, de promouvoir en outre diverses initiatives (cérémonies commémoratives, poses de plaques-souvenir, spectacles etc.). Après les commémorations de 1848 et de 1851 en 1998 et 2001, auxquelles elle participa très activement, elle décida de modifier son intitulé et s'appela désormais *Association pour la mémoire des résistances républicaines*, ce qui élargissait son champ d'action.

D'autre part, c'était une société qui ne limitait pas son champ géographique à un ou plusieurs départements ou même à une région, mais qui avait une vocation plus largement nationale auprès de tous ceux qui se sentaient concernés par ses objectifs. Et effectivement, l'aire de rayonnement de l'association ne se réduit pas à la région provençale, mais touche bien d'autres départements, Isère, Nièvre, Allier, Yonne, Gers, Tarn-et-Garonne, Lot-et-Garonne, Hérault, Pyrénées-Orientales, Savoie, Paris pour ne citer que les principaux.

L'activité de recherche scientifique n'est donc qu'un des aspects de l'activité de l'association. En même temps, celle-ci n'est pas un centre de recherches universitaire ou une société scientifique comme la *Société d'histoire de la Révolution de 1848* qui a, elle aussi, contribué de façon importante à la

commémoration nationale de l'épisode quarante-huitard ou de 1851. Elle ne procède pas, par exemple, en élaborant un ou plusieurs programmes de recherche à long terme. Elle laisse davantage de place aux curiosités de ses membres, qui sont souvent locales, à des initiatives en rapport avec l'actualité. Et ceci évidemment retentit sur le résultat final. Mais précisément, c'est ce caractère particulier qui nous paraît intéressant et qui justifie la question à laquelle on va s'efforcer de répondre : est-il possible à une association de ce type de contribuer efficacement aux progrès de la connaissance historique et précisément dans quels domaines ?

Depuis maintenant seize ans, l'association avec le concours de fidèles adhérents (environ deux cents), de chercheurs locaux, d'universitaires, d'élus a multiplié les initiatives sous diverses formes, conférences, colloques, édition d'un journal, édition d'ouvrages, initiatives diverses en rapport avec les municipalités ou les collectivités départementales ou régionales. Un aspect intéressant de son action est d'avoir réussi à mobiliser de nombreux descendants de militants, d'insurgés de l'époque, qui ont parfois fourni des documents ou rédigé des études.

Cadres et sources de l'étude

Ici cependant, nous nous attacherons exclusivement à ce qui ressortit plus précisément du progrès des connaissances scientifiques sur la Seconde République, sur 1851 et ses suites à plus ou moins long terme et nous nous limiterons également à la région provençale étendue un peu à un département voisin, la Drôme.

Précisons enfin quelles ont été nos sources pour cette étude. Une connaissance scientifique n'est telle que quand elle est enregistrée, c'est-à-dire publiée. C'est donc à travers les publications de l'association 1851 que nous nous efforcerons de saisir son apport. Ces publications réalisées sous son propre label ou en collaboration avec des éditeurs ou des collectivités locales, sont de trois types, d'abord l'édition d'un journal qui en est actuellement à son 62^e numéro et qui a revêtu des formes diverses plus ou moins développées, ensuite la publication des *Actes de journées d'étude à Château-Arnoux (Alpes-de-Haute-Provence) en 1997*, à Toulon (Var) en 1998, à *La Tour-d'Aigues (Vaucluse) en 1999*, à *Sainte-Tulle (Alpes-de-Haute-Provence) en 2001*, à Ginasservis (Var) en décembre 2011, enfin la publication de travaux scientifiques et de documents comme en 2005, le recueil d'études *Événements, mémoires, littérature* et la même année, le mémoire de maîtrise de Stephen Chalk sur Camille Duteil qui commanda les troupes de l'insurrection varoise, et en 2006, de ce même Camille Duteil, le petit livre *Trois jours de généralat*, paru initialement début 1852, mais aussi la thèse de Frédéric Négrel sur *la société secrète d'Artignosc*, ou l'important mémoire de Dominique Lecoœur sur *Louis Langomazino*, la publication de la thèse d'Émilien Constant, *Le département du Var sous le Second Empire et au début de la Troisième République*, et en cette année 2013, l'ouvrage de René Merle *L'insurrection varoise de 1851*, le tout représentant plusieurs milliers de pages.

L'apport de l'association

Comment caractériser l'apport de l'association ? Naturellement, on n'oubliera pas que la question dont nous traitons n'était pas vierge, qu'elle avait déjà été abordée par les travaux très approfondis de **Maurice Agulhon**, d'**Émilien Constant** sur le Var, de **Philippe Vigier** sur la région alpine, du Vaucluse aux Hautes-Alpes, de Roger Pierre sur la Drôme. Et c'est à partir de ce fonds de travaux déjà important que les membres de l'association ont été amenés à creuser plus en détail ou dans des domaines jusque là peu abordés, à partir des ressources des archives départementales ou communales, mais aussi de fonds privés qui ont permis de mettre à jour des documents originaux, comme ce "laissez passer" créé par les insurgés de Forcalquier (doc.1) ou cette chanson des déportés des Mées :

*“Armons nous, frères de patience
Notre tourment n'est pas fini
Combien de maux et de souffrances*

On peut envisager l'apport de l'association de plusieurs façons : d'abord en examinant l'aire géographique provençale, pour percevoir quelles parties de celle-ci ont été étudiées de façon privilégiée, ensuite en sériant les apports selon leur nature.

Examinons d'abord **l'aire provençale**. Elle est entièrement mais de façon inégale couverte par les études. Celles-ci concernent en priorité le Var, les Basses-Alpes, le Vaucluse particulièrement impliqués dans le mouvement de 1851, mais les autres départements, les Bouches-du-Rhône, les Hautes-Alpes ne sont pas négligés même si les contributions sont moins nombreuses, notamment parce que le mouvement de 1851 y a été beaucoup moins fort. Et d'autre part, si les villages ou les bourgs de la Provence intérieure comme Cuers, Saint-Maximin, Aups, La Garde-Freinet, Volx, Saint-Étienne-les-Orgues, Collobrières, Bédarrides, Fayence sont dans l'ensemble plus étudiés que les villes les plus importantes de la côte, ni Toulon, ni Marseille, La Seyne, Marignane ou Vitrolles, Hyères ne sont absents. Donc globalement, c'est l'ensemble de la région provençale qui a été couvert.

Il faut ensuite **sérier les apports selon leur nature** et l'on distinguera d'abord la **publication de documents originaux** qui peuvent être de plusieurs types, et **les études**. Ces études elles mêmes s'ordonnent autour de trois thèmes principaux, d'abord, un certain nombre de **lieux**, puis des **acteurs**, hommes, militants, insurgés, proscrits, et enfin la **mémoire** dans le long terme du mouvement de 1851. Et déjà nous remarquons une caractéristique générale de cet apport, c'est que si l'on excepte la publication de la thèse d'Émilien Constant qui traite de tout un département, et quelques autres articles, cet apport fait une place importante, bien que non exclusive à ce qu'on appelle aujourd'hui la micro-histoire, plutôt qu'à des études sur les structures sociales ou les grandes évolutions politiques qui, elles, ont été traitées pour la région, par des historiens professionnels très connus déjà mentionnés.

La publication de documents originaux

Commençons par la publication de **documents originaux**. Et signalons d'abord le guide des sources d'archives dans les Basses-Alpes concernant la Seconde République et 1851 publié à deux reprises par Jacqueline Ursch puis par Jean-Christophe Labadie, directeurs des Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence. Puis la publication de documents eux-mêmes qui commence dès le n° 1 du journal avec la reproduction de la deuxième proclamation du Comité de résistance des Basses-Alpes 7 décembre 1851 (doc. 2). Elle sera suivie de la publication de la première proclamation dans le n° 11, mais il y en a bien d'autres comme, dès le numéro 2 du Bulletin un important dossier établi par René Merle sur l'insurrection dans le Var, à partir des journaux ou des œuvres d'historiens de l'époque, des documents aussi sur Marseille et le coup d'État (n° 22), sur l'Isle-sur-la-Sorgue en Vaucluse, réunis par Gisèle Roche Galopini et, dans le même numéro, sur les réactions des provençalistes bas-alpins comme Damase Arbaud, face au coup d'État, puis sur la fermeture des chambrées à Toulon (n° 23), les actions de grâce à Cotignac après la répression (n° 27), et aussi par exemple un important dossier de documents sur le souvenir de 1851 en 1951 dans les Basses-Alpes, présentés par Jean Signoret (n° 59). Et naturellement dans les autres études publiées par la société, que ce soit sur des localités ou des hommes comme Ailhaud ou Langomazino, bien d'autres documents originaux ont été mis à jour. Mais à côté de ces documents ponctuels, il faut aussi signaler la réédition de textes d'époque notamment le livre de Camille Duteil, *Trois jours de généralat ou un épisode de la guerre civile dans le Var* datant de 1852 (doc. 3), ouvrage qui était devenu une curiosité bibliographique, plaidoyer de son auteur (qui dirigea la colonne des insurgés du Var), en faveur de son action très discutée en 1851, publication assurée par Frédéric Négrel et René Merle en 2006.

De nombreuses études

Si les documents donnent un accès direct aux événements de l'époque, **les études** entrent plus loin dans l'analyse. Ces études concernent essentiellement trois domaines de recherche, des lieux, des

hommes et la mémoire de l'insurrection. Et l'on abordera aussi un mot brièvement la question de la langue provençale, véhicule à l'époque des idées démocratiques ou au contraire conservatrices.

Une profusion de lieux.

Parmi les études qui concernent les lieux, retenons d'abord **celles qui abordent tout un département**. Telles sont la chronologie détaillée établie par Christian Maurel et Jean Signoret de l'insurrection dans les Basses Alpes (n° 11), ou l'étude très fouillée d'Hughes Breuze sur les insurgés et opposants au coup d'État dans les Bouches-du-Rhône. Ici les leaders républicains ont choisi la prudence, et en même temps, les autorités locales, disposant de forces puissantes, ont réussi à limiter les initiatives des opposants, mais où il y a eu quand même des rassemblements, des débuts d'insurrection notamment du côté du Puy-Sainte-Réparate et en fin de compte 785 individus ont été traduits devant la commission mixte qui a jugé les insurgés. De même, l'étude de Christine Roux sur l'insurrection de 1851 dans les Hautes-Alpes montre que, malgré le caractère très rural et isolé du département et les mesures de prévention, prises par les autorités, des mouvements ont eu lieu en particulier dans l'Ouest du département de Barillonnette vers Veynes et aussi autour d'Aspres avec quelques initiatives vers Gap (doc. 4). Toujours sur le plan départemental et en ce qui concerne les suites du coup d'État, une place d'honneur revient à l'édition par l'association avec le concours de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, de la thèse d'Émilien Constant, récemment décédé, sur *Le département du Var sous la Second Empire et au début de la Troisième République*, thèse soutenue en 1977, et composée de trois volumes dont un d'index et bibliographie, représentant plus de 1 200 pages grand format. Si cette thèse concerne l'ensemble de l'histoire du Var sous tous ses aspects et sur une période de trente ans environ, j'en retiens seulement ce qui concerne les lendemains de l'insurrection (étudiée elle-même minutieusement par ailleurs par M. Agulhon), la dureté de la répression par les autorités, appuyées par les notables conservateurs, les arrestations et condamnations massives (3 147 personnes poursuivies dont 790 condamnées à la déportation en Algérie), l'exil de plus de 400 militants en Piémont, l'interdiction de toutes les réunions et des chambrées. Le résultat, c'est qu'au plébiscite de décembre 1851 destiné à approuver le coup d'État, il y a en proportion moins de *non* dans le Var que dans le reste de la France (6,5 %) mais les abstentions sont nombreuses, et elles le resteront pour les législatives du printemps 1852 et pour le plébiscite sur le passage à l'Empire à la fin de l'année 1852. Et Émilien Constant examine aussi la remontée de l'opposition car les initiatives impériales (guerre d'Italie en 1859, traité de commerce en 1860, puis expédition du Mexique) ne parviennent pas à rallier l'opinion. L'opposition reste cependant réduite à des bastions municipaux, à un canton Toulon-Est où un ancien représentant quarante-huitard, Fulcran Suchet est élu en 1863. La vraie percée ne se produit qu'en 1865 avec la conquête par l'opposition de la ville de Draguignan. Dans le même domaine des suites du coup d'État, sur un plan départemental, un article de Pierre Simoni décrit "la curée des honneurs", en Vaucluse, après le coup d'État, c'est-à-dire les nombreuses demandes de légion d'honneur déposées par les notables se targuant de leur lutte contre les opposants, demandes d'ailleurs auxquelles le régime n'a répondu qu'avec une certaine parcimonie.

À un niveau plus restreint, celui de la **commune et du canton**, l'association 1851 a donné à connaître de nombreuses études que l'on ne pourra présenter toutes sur des localités, en particulier celles que j'ai mentionnées plus haut. On peut en retenir quelques unes particulièrement significatives. Et d'abord, celle de Frédéric Négrel sur la société secrète d'Artignosc dans le Haut-Var, étude minutieuse des 57 montagnards d'Artignosc qui montre que ceux-ci ne sont unis par aucune solidarité particulière, sociale, familiale, clanique, intellectuelle ou géographique, ni non plus par l'ascendant de quelque leader local, mais bien par un engagement politique.

D'autre part, contrairement à ce qu'on pourrait croire, c'est à partir des Basses-Alpes et non du Var que la société secrète s'est propagée. Enfin l'engagement de ces montagnards dans l'insurrection n'a pas du tout été épidermique, mais par sa constance, relève d'une réelle force de conviction, ce qui, à partir

de ce cas précis, ruine les propos d'alors assimilant cette insurrection à une jacquerie. Le même auteur a comptabilisé et présenté pour la première fois avec précision les morts de la bataille d'Aups (74 dont quatre membres des forces de l'ordre). Parmi d'autres études locales, retenons les importantes contributions de Georges Gayol et de Jean Sébastien Urfels sur Vidauban. Dans cette localité, l'insurrection est le prolongement d'une longue résistance des républicains vidaubanais à la compression des libertés par les autorités dès 1849, mais aussi de la formation d'un noyau plus déterminé de militants au sein d'une société secrète. Le processus d'insurrection commence avec le remplacement de la municipalité à l'annonce du coup d'État, se poursuit par sa prise en main par l'aile gauche du mouvement, enfin avec l'arrivée de contingents venus du Luc et de La Garde Freinet, Vidauban devient le quartier général de l'insurrection d'où va partir l'armée insurrectionnelle conduite par Duteil d'abord vers Draguignan, puis vers le combat d'Aups. J. S. Urfels prolonge son étude avec la répression, l'effacement progressif des conséquences de celle-ci et le retour en politique des anciens insurgés, pas tous cependant puisque que des ralliements à Napoléon ou aux monarchistes sont venus rompre l'unité de ceux-ci. Il faudrait citer aussi le travail de Maxime Amiel sur Riez (Basses Alpes) où les insurgés ont participé à la prise de Digne et au combat des Mées, de René Merle sur les chemins de la conscientisation politique à La Garde-Freinet, de Philippe Martel sur la vallée de Barcelonnette où les insurgés ont pris la sous-préfecture et en sont restés maîtres jusqu'au 15 décembre, date à laquelle l'insurrection était écrasée depuis plusieurs jours ailleurs. Et enfin, les recherches de Hubert Gay sur Vitrolles et Marignane, travail neuf parce que ces deux localités sont sur la côte, en général peu étudiée, où justement les réactions au coup d'État ont été plus rares et plus faibles, mais néanmoins réelles. Et toutes ces études ont confirmé le fait que l'insurrection de 1851, inégale certes selon les localités, a été un mouvement très large, ancré en profondeur, et n'était pas une réaction en quelque sorte instinctive, mais le fruit d'une conviction lentement préparée.

Des personnalités remarquables mises en lumière

Dans le domaine des biographies, l'apport de l'association a été peut-être encore plus marquant car, non seulement elle a éclairé grâce à Stephen Chalk et René Merle, la personnalité de Camille Duteil, le leader assez involontaire des Varois insurgés, d'abord écrivain et égyptologue, journaliste à Paris au journal de Ledru-Rollin *La Réforme*, puis rédacteur du *Peuple* à Marseille, à partir de juin 1851. Âgé alors de 44 ans, et père de quatre enfants, il réussira après la défaite des insurgés à Aups, à échapper à la répression en fuyant en Italie d'abord, puis en Argentine. Avec le concours de descendants d'insurgés ou de ses correspondants, l'association a aussi véritablement révélé des personnalités remarquables et surtout de types très divers, Louis Langomazino de Toulon étudié par Dominique Lecoer, Ailhaud de Volx (Basses-Alpes) mis en lumière par Christian Maurel, le Varois Paul Cotte, dont Émilien Constant a donné une biographie substantielle, Joseph Latil, magistrat à Digne étudié par Albert Miane, Marius Soustre de Digne, Jacques Campdorcas, chirurgien de marine, un des très rares militaires passés à l'insurrection en 1851 dont la vie a été retracée par René Merle. Attardons nous un peu sur certains de ces hommes d'origines sociales très variées, ce qui est une caractéristique forte du parti républicain. Évoquons d'abord un ouvrier Louis Langomazino (doc. 5), ouvrier tôlier à l'Arsenal de Toulon, né en 1820, à Saint-Tropez autodidacte, mais cultivé et porté vers les lettres, un des meneurs de la grande grève de 1845 à l'Arsenal, devenu ensuite ouvrier mécanicien à Marseille. Engagé en politique à partir de 1848 - il est candidat sans succès à la Constituante - il devient journaliste ensuite à *La Voix du peuple* de Marseille, est envoyé en mission par son journal à Digne dans les Basses-Alpes, où il mène une ardente campagne en faveur des démocrates. Il fonde à Digne à la mi-février 1850 le journal *l'Indépendant*, et en même temps, il participe activement à l'organisation de sociétés secrètes républicaines dans les Basses-Alpes et le Var, ce qui lui vaudra d'être arrêté en octobre 1850, jugé par un tribunal militaire en 1851, dans le cadre de ce qu'on a appelé le complot de Lyon, d'être condamné à la déportation aux Îles Marquises à Nuka Hiva, en plein Pacifique. Et, à partir de là,

il commence une nouvelle carrière qui se termine, non sans de nouvelles tribulations, à Tahiti où il est devenu progressivement un notable local jusqu'à sa mort en 1885. Existence véritablement extraordinaire. André Ailhaud, de Volx, incarne un autre type de militant, puisqu'il est au départ garde-forestier, donc fonctionnaire d'État. Plus âgé que Langomazino, (il est né en 1800), il a passé par plusieurs postes dans la Drôme d'abord, puis dans les Basses-Alpes, l'Hérault, l'Ariège avant de venir à Pertuis dans la Vaucluse en 1848. Républicain de la veille, fondateur de sociétés républicaines, révoqué par le pouvoir en 1849, puis militant politique, plusieurs fois traîné en justice pour ses activités et animé d'un sens assez net de classe plus caractérisé que chez d'autres républicains de l'époque (il porte un toast à Manosque en mars 1849, à "l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme"), il est un des dirigeants de l'insurrection de 1851. Membre du comité départemental de résistance des Basses-Alpes, après avoir réussi à fuir après la défaite de l'insurrection, il est arrêté à Marseille le 28 décembre 1851 et condamné à la déportation à Cayenne où il mourra. Évoquons encore un personnage d'origine sociale bien différente, le Varois Paul Cotte étudié par Émilien Constant. Comme Langomazino, il est jeune en 1848 puisqu'il n'a que 25 ans, mais il appartient à une famille bourgeoise et aisée de Salernes dans le Var où son père est non seulement fabricant de faïence, mais a été aussi maire de la localité. D'autre part, il est le seul des militants que nous présentons à être passé par Paris où il a étudié à la faculté de droit et au collège de France. À Salernes, commune réputée rouge, il anime en 1850 le sous-comité républicain puis propage les affiliations aux sociétés secrètes républicaines. En décembre 1851, il entraîne le contingent insurgé de Salernes, vers les Arcs puis vers Draguignan avant de rebrousser chemin avec Duteil vers Salernes puis Aups. Après la défaite des insurgés, il se cache dans la localité jusqu'en juin 1852 puis se réfugie à Nice alors qu'il est condamné à dix ans de déportation en Algérie (plus) et il ne revient en France gracié qu'en 1856. Mais ce qui est plus remarquable, c'est que revenu dans le Var, il reprend une activité politique dans les luttes de la fin du Second Empire, devient préfet du Var en 1870 avant d'être révoqué en mars 1871. Et sa carrière politique se poursuit : conseiller général en octobre 1871, membre de l'Assemblée nationale en janvier 1872, puis député d'extrême gauche jusqu'en 1878. Il fait partie de ces militants quarante-huitards assez peu nombreux qui ont pu non seulement refaire surface politiquement vingt ans plus tard, mais surtout accéder à des fonctions représentatives nationales.

Et il en est un peu de même de Marius Soustre de Digne, Il a vingt ans en 1848 et est le fils d'une honorable famille de Digne. Républicain convaincu, il tente de répandre les idées républicaines parmi les ouvriers de Digne. Il est impliqué, quoique latéralement, dans ce qu'on a appelé le complot de Lyon en 1850, c'est-à-dire l'organisation de sociétés secrètes républicaines dans le Midi de la France. Gravement malade en décembre 1851, il ne peut participer à l'insurrection, mais il est néanmoins condamné à l'internement à Toulouse jusqu'en 1859. Revenu à Digne, il reprend une activité politique en 1870 après la révolution du 4 septembre, il est alors attaché au cabinet du préfet des Basses-Alpes puis devient conseiller général, maire de Digne en 1881 et jusqu'en 1897, député également en 1881, sénateur en 1885. Le jeune militant quarante-huitard a surmonté les épreuves de ses débuts pour faire une belle carrière politique.

Enfin comment pourrait-on passer sous silence la vie de Jacques Campdoras que René Merle a véritablement révélée en utilisant aussi les travaux de Michel Cordillot sur les émigrés français en Amérique. Voici encore un jeune homme puisqu'il n'a alors que 23 ans en 1848. Il n'est pas né dans la région mais à Thuir (Pyrénées-Orientales) où son père était officier de santé Et lui-même suit les traces paternelles en devenant chirurgien de marine. À partir de 1851, il est en service sur l'avis *le Pingouin* basé à Toulon, mais en fait le plus souvent stationné à Saint-Tropez. De là, Campdoras non seulement entretient l'esprit démocratique de l'équipage, mais noue des rapports avec les militants démocrates socialistes de la région du golfe, notamment Arambide, fixé à Cogolin. L'avis *le Pingouin* est suspect aux autorités à cause des opinions de l'équipage. Dès le lendemain de l'insurrection, Campdoras quitte son poste pour rejoindre les insurgés du golfe qui marchent vers La Garde-Freinet,

très rare militaire ayant passé à l'insurrection. Il déplore l'attitude de Duteil, mais au moment de la défaite ne cède pas à la panique et son contingent se replie en bon ordre, puis Campdorcas se réfugie à Nice alors qu'il est condamné par un conseil de guerre à la déportation à perpétuité à Cayenne, c'est-à-dire à une mort lente. Mais ce jeune homme a choisi l'exil et part aux États-Unis où il exerce d'abord sa profession à New York puis enseigne le français dans des États du Sud, en Louisiane, d'abord au Missouri et au Kansas ensuite. Là, il devient avec d'autres proscrits un pionnier, et là il participe à la lutte acharnée qui se déroule dans le Kansas pour que celui-ci ne devienne pas un état esclavagiste, grand enjeu, à ce moment là, de l'histoire des États-Unis. Puis participe du côté du Nord dès 1862 à la guerre de Sécession où il est blessé. Après celle-ci, il reste, bien que malade, un militant parmi les fermiers américains qui défendent ce qu'on pourrait appeler une version démocratique de la colonisation de l'Ouest, avant de mourir en 1881. Existence vraiment exceptionnelle et qui manifeste une grande continuité de pensée et une fidélité indéfectible à la démocratie.

Une mémoire persistante, avec des temps forts.

Avec les cas de Louis Langomazino, Paul Cotte ou de Jacques Campdorcas, nous avons déjà abordé le devenir de militants bien au delà de l'époque de 1851. Mais autre chose est la mémoire du mouvement lui-même, telle qu'elle a été revivifiée par les études ultérieures, les forces politiques et associatives depuis maintenant plus de cent soixante ans. Dans ce domaine, l'association 1851-2001, qui fait d'ailleurs partie de cette mémoire, a fourni un apport d'autant plus important que, jusqu'à l'activité de notre association, la mémoire du mouvement de 1851 a été dans l'ensemble beaucoup moins étudiée que le mouvement lui-même, qu'elle est, par exemple, très faiblement présente dans les manuels scolaires comme l'a montré Éric Darrioux. Cette mémoire est entretenue par des oeuvres historiques et littéraires, des monuments commémoratifs, qui ont eux-mêmes une histoire complexe, par les anniversaires, mais aussi par les événements politiques quand la République paraît menacée comme en 1934 ou en 1958. Celles-ci sont affectées par l'air du temps et il y a une évolution du contenu de la mémoire, qui a été d'abord essentiellement républicaine, puis communiste et socialiste, avec ensuite des inflexions occitanistes et gauchisantes. Dès le numéro 1 de son bulletin l'association publiait une note de Maurice Agulhon sur les monuments commémoratifs de 1851 en France et pour notre région, ceux d'Aups, de Crest, de Barjols et des Mées. Elle a ensuite publié plusieurs études de Jean-Marie Guillon sur cette question. Jean-Marie Guillon a montré comment cette mémoire apparaît dès 1865 avec le livre d'Eugène Tenot sur *La Province en décembre 1851*, puis celui de Noël Blache, jeune avocat toulonnais et futur président du Conseil général du Var qui publie une *Histoire de l'insurrection du Var* en 1869. Émile Zola y contribue sur le plan romanesque avec *La Fortune des Rougon* la même année, premier ouvrage de la série des Rougon-Macquart qu'a présenté aussi André Daspre. Ils sont les premiers à s'opposer à la légende largement répandue qui expliquait l'insurrection par les caractéristiques des hommes du Midi considérés comme des attardés, au fond des Barbares, et au contraire, ils mettent en valeur l'aspect politique et citoyen de l'insurrection. Puis quand la République s'est imposée, cette tradition fait d'abord partie de la mémoire républicaine. La République triomphante élève les premiers monuments, celui d'Aups en 1881, elle vote la loi d'indemnisation des victimes, la même année, sous l'impulsion d'ailleurs d'un député du Var, Dréo. La mémoire est entretenue par des écrivains comme Paul Arène dans *La Chèvre d'Or*. En 1901, le cinquantième anniversaire mobilise les républicains et cela aboutira à l'érection de plusieurs monuments, celui à Martin Bidouré d'Aups, de Barjols en 1906, celui de Crest en 1910, celui des Mées en 1913 (doc. 6). La mémoire de 1851 s'affaiblit cependant après la guerre de 1914-1918, événement lui aussi porteur de mémoire, mais elle reprend en 1931 avec le 80^e anniversaire à Aups, puis plus nettement encore avec la menace contre la République en 1934 à Digne où les descendants d'insurgés défilent en tête de la manifestation socialiste et communiste de défense de la République le 11 février. Le futur grand historien de la Deuxième guerre mondiale et de la Résistance, le premier biographe de Jean Moulin en 1964, Henri Michel, originaire de Vidauban,

soutient son mémoire d'études supérieures vers 1930 sur l'insurrection de 1851 dans les Basses-Alpes. Au moment de la Libération, la Résistance rend hommage à Barjols à Martin Bidouré. En 1951, comme l'a montré Jean Signoret, le PCF dans les Basses-Alpes consacre toute une série d'articles de son journal *Le Patriote bas-alpin* à l'insurrection de 1851. Il faudrait étudier de plus près la presse autour de 1958 pour repérer les références à 1851 au moment du coup de force d'Alger et de l'arrivée de De Gaulle au pouvoir. Puis, les années 1960 donnent naissance aux grandes thèses départementales celles de Philippe Vigier pour la région alpine (1963), de Maurice Agulhon pour le Var (*La République au Village*, 1970), qui popularisent plus largement l'événement et ensuite, après 1968 notamment, l'on voit les occitanistes, au-delà de la gauche politique, jusque-là prépondérante dans le souvenir, porter un plus grand intérêt à ce mouvement de résistance. Des romans comme celui de Jean Rambaud, (*Frédéric Arnaud*, 1974), des pièces de théâtre (Luc Beltrame, *Martin Bidoure o le cop d'estat de 1851* en 1974) des études historiques (Luc Willette, *Et la montagne refleurira*, 1975) touchent un public plus large, avant qu'en 1997 dans la perspective du centenaire de la Révolution de 1848, mais aussi devant la progression du Front national dans la région, l'Association 1851 soit fondée. Et on peut dire que l'action de l'association a prolongé, mais aussi amplifié considérablement cet effort en lui donnant une base beaucoup plus large dans la population et les chercheurs locaux, en animant de très nombreuses initiatives (conférences, colloques poses de plaques commémoratives (doc. 7) en suscitant le concours de nombreux descendants, et aussi des pouvoirs publics. Cette mémoire a donc été persistante mais inégalement avec des temps forts et des périodes de latence.

La langue provençale.

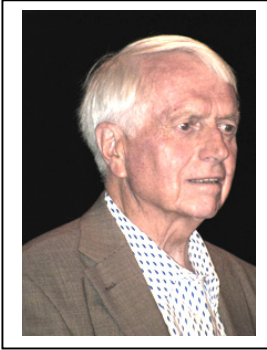
Il serait enfin bien étonnant que dans ce faisceau d'études concernant la Provence, la question de la langue n'ait pas été évoquée. Et elle a donné lieu notamment à une belle communication de René Merle en 1999 : "Langue du peuple ? Arme du peuple ?". René Merle y montre combien est complexe à l'époque l'usage de la langue provençale. Le provençal est certes massivement la langue de communication du peuple, mais les provençaux se veulent Français. Ceux qui défendent le provençal en tant que tel sont plutôt conservateurs, comme Hippolyte Maquan qui dirige *La Gazette du Vauchuse*, Roumanille à Avignon, le docteur Honnorat à Digne. Quand la socialiste Flora Tristan vient à Marseille en 1844, elle est furieuse de ne pouvoir se faire comprendre des portefaix marseillais. Les écrivains ouvriers, lorsqu'ils prennent la plume, utilisent ou le français comme Langomazino, ou le provençal comme Alexandre Poncy. Lorsque la République est proclamée, les écrivains d'oc se partagent, mais globalement, les partisans de la République écrivent plutôt en français alors que la droite avec H. Maquan dans *Le Conciliateur du Var* se sert du provençal pour dresser les gens du peuple contre le nouveau régime. Pour contrer cette offensive, des écrivains démocrates comme Dupont, de Hyères, donnent au *Démocrate du Var* des chroniques provençales, sous le nom de "Lou paysan Cascayoun" jusqu'à la mort du journal fin novembre 1850.

Si Langomazino s'exprimera toujours en Français, Ailhaud de Volx utilise à la fois le provençal et le français pour se faire comprendre. Dans l'insurrection, on parlera bien sûr massivement provençal ce qui effare Duteil. Donc la langue du peuple n'est pas forcément l'arme du peuple, mais aussi de ses adversaires. Elle demeure avant tout un moyen de communication utilisé en fonction des circonstances.

Conclusion

Nous posons au départ la question : quel peut être l'apport d'une simple association dans un domaine scientifique précis, celui de la connaissance de l'insurrection de 1851 en Provence, et aussi de l'histoire de la Seconde République dans cette région et des prolongements plus ou moins lointains de cette histoire ? À ce jour, le rapide bilan de ces seize ans d'activité – même pour la seule Provence et seulement dans ce domaine scientifique – me paraît tout à fait substantiel. L'association a réellement contribué à enrichir notre connaissance de l'événement et de ses prolongements. Au delà même des

précisions qu'elle a apportées sur ses aspects locaux, elle a aussi éclairci le sens de cette mobilisation populaire, mis en lumière des militants exceptionnels, scruté de façon sans précédent la mémoire du mouvement. Les résultats de ce travail sont entièrement disponibles via son site Internet pour les *Bulletins* et les ouvrages publiés.



Les journées d'Istres peuvent accroître le rayonnement de son activité, et nous en sommes très reconnaissants à leurs organisateurs.

Raymond HUARD, samedi 5 octobre 2013.

• *Quelques rappels de publications ...*

– *Ils se levèrent pour la République*, film de 60 mn. de Christian Philibert, préparé à Villeneuve les Avignon chez Maurice Agulhon, avec ses conseils, pour le 150^e anniversaire du coup d'État. Scénario co-écrit par Christian Maurel, et Gisèle Roche-Galopini. Avec la participation de nombreux historiens et le soutien de la région PACA, le Conseil Général du Var et celui des Ailpes de Hautes-Provence. Coproduction par *COPSI* et *FR3 Méditerranée*.

– *Saint-Étienne les Orgues et la gloire de la Montagne*". de Gisèle Roche-Galopini, ouvrage destiné à faire connaître la résistance au coup d'État dans la commune de Saint-Étienne les Orgues et les communes voisines
Édité en 1994 par les éditions *Alpes de Lumière*, et réédité en 2010 par les éditions *C'est-à-Dire* avec le concours de l'association *1851 pour la mémoire des Résistances républicaines*.

• *Un nouveau film de Christian Philibert :*

Provence août 1944, l'autre débarquement, film de 52 mn. Réalisé par Christian Philibert et Laurent Moënard, coproduction *FR3 Provence-Alpes / Comic Strip / les Films d'Espigoule / La Mémoire Vive*. Avec le soutien du *Centre National du Cinéma*, de *l'image animée* et de la *Région PACA*. Projeté en avant-première le 12 juin à Toulon, au théâtre Liberté à 20h 30, suivi d'un débat avec les historiens Laurent Moënard et Jean-Marie Guillon, l'Amiral Paul Turc et les Anciens Combattants Jean-Pierre Sorensen et

Pierre Velsch (sous réserve).

Première diffusion sur *France 3 Provence-Alpes* le samedi 14 juin à 15 h 20.

• *Et toujours nos publications disponibles à commander sur notre site*

www.1851.fr,

Notamment les deux dernières :

– *Le département du Var sous le Second Empire et au début de la III^e République.*

Thèse de doctorat d'État d'Émilien Constant en 2 volumes de plus de 600 pages, augmentés d'un index et bibliographie par noms d'auteurs réalisé par Évelyne Mausart.

C'est un véritable monument et une mine d'informations pour ceux qui s'intéressent à l'histoire de notre région.

Édité par notre Association avec le soutien de la Région *PACA* et le *Conseil Général du Var*.

Émilien Constant nous quittait il y a un an et demi, précédant Maurice Agulhon dans sa disparition comme il l'avait précédé pour le dépôt du sujet de sa thèse.

– *L'insurrection varoise de 1851* de René Merle. Cet ouvrage rassemble les meilleurs textes, articles ou conférences que René Merle a pu écrire ou données depuis la création de l'Association 1851-2001 en 1997. Il n'a plus à être présenté, étant l'un des piliers fondateur de notre Association avec Jean Signoret.

Édité par les éditions *Gaussen* avec la participation de *l'Association 1851 pour la mémoire des Résistances républicaines*.

À lire, relire et à offrir en ces temps de fêtes multiples ...